Délitement du régime représentatif

« oui, tout ça, c'est très bien analysé, mais qu'est-ce qu'on peut faire ? »

conviction que la réponse ne viendra pas des institutions en place.

face au cynisme « les promesses n'engagent que ceux qui y croient », élus du peuple de mettre en œuvre une politique exactement inverse à celle pour laquelle ils se sont fait élire au nom d'un supposé réalisme et d'une « politique de gestion » responsable.

Et on voit :

la critique de la représentation politique portée par de nouveaux mouvements sociaux (Indignés*, Occupy*, mouvements des places...).

de nbx discours interrogeant la démocratie

nombre d'électeurs se réfugient dans l'abstention, voire dans un vote protestataire xénophobe, quand la « gauche de gauche » semble incapable de créativité et d'innovation.

Or Attac s'est créée en 1998 pour « reconquérir les espaces perdus par la démocratie au profit de la sphère financière ».

éducation populaire afin que les citoyens disposent des outils de compréhension et d'analyse des effets pervers du néolibéralisme sur la cohésion sociale et la démocratie.

Attac dénonçait la mainmise de la finance

Et interpellait les élus pour qu'ils prennent des mesures fortes de régulation (taxe Tobin, fermeture des paradis fiscaux, réforme fiscale et bancaire, contrôle des mouvements de capitaux, etc).

Or la crise de 2008 a démontré que les dirigeants politiques de tous bords ne souhaitaient pas véritablement contester le pouvoir de la finance (même si de pâles avancées sur Tobin).

Bien au contraire celle-ci est plus puissante et dominatrice que jamais et impose ses politiques néolibérales au nom du TINA (There Is No Alternative).

Elle a même mis la main sur les politiques de lutte contre le changement climatique et la crise écologique, en multipliant les innovations financières (marchés du carbone, de la biodiversité, compensation, etc…).

C'est pourquoi Attac a entrepris de diversifier ses registres d'action dans trois directions :

la mise en avant du caractère indissociable de la justice sociale et de la transition écologique,

l'action citoyenne (notamment de rue) contre les banques et les multinationales,

la valorisation des alternatives concrètes émanant de la société civile.

Reconstruire l'espoir par en bas

Les alternatives citoyennes recréent de l'espoir face au TINA. Ces myriades d'initiatives locales qui voient le jour en France et dans le monde entier prouvent qu'à l'inverse de ce que proclamait Mme Thatcher et de ce que répètent à l'unisson, aujourd'hui encore, nos gouvernants, « There Are Many Alternatives ».

à titre d'exemple, 6 coopératives financières européennes (dont La Nef en France ; la Nef, Crédal et Hefboom (Belgique), Oekogeno (Allemagne) et Fiare (Espagne)) ont créé TAMA, European Cooperative, « I want my money fair! », dont l'ambition, au-delà des perspectives

d’échanges enrichissants et de mutualisation d'expériences, est d’offrir à tous les citoyen/nes la possibilité de s’engager pour une autre Europe en devenant coopérateurs par la souscription de parts sociales, le capital étant par la suite investi dans des projets citoyens en Europe.

Elles confirment l'intuition, quand ce n’est la certitude, que l’ordre des choses tel qu'il s'impose n'est ni le seul envisageable, ni le meilleur.

C’est pourquoi il est important de montrer qu'elles existent déjà, solidaires et efficaces, qu’elles inventent de nouveaux modes de production et de consommation, de prises de décision et de vie en société, qu’elles préfigurent d'autres rapports sociaux et économiques plus justes et plus durables.

La société future ne se construira pas en commençant par la prise de pouvoir d'État, mais en prenant appui sur les résistances des mouvements sociaux contre les pouvoirs économiques et politiques et sur les expériences alternatives qui se multiplient aujourd’hui.

Ces expériences peuvent procéder de l’Économie Solidaire ou de pratiques plus radicales comme celles des zadistes de Notre-Dame-des-Landes. Elles délimitent des « zones (en partie) libres » de l'influence du capital et de l'État, où s'expérimentent de nouveaux rapports sociaux fondés sur la coopération (et la relocalisation).

Elles forment aussi une effervescence sur laquelle les élus qui le souhaiteront pourront s’appuyer pour mettre en œuvre une autre politique, une condition nécessaire (quoique non suffisante) pour qu’un projet de société solidaire et écologique ait un jour une chance de réussite.

Il s’agit d’un processus commençant donc bien avant l'accession d'une « vraie gauche » aux « commandes » de l'État.

Prendre le pouvoir ? Reprendre du pouvoir !

En même temps, il faut être conscient que les "décideurs" ne changeront pas leurs politiques, que les 1% n’abandonneront pas leurs privilèges. La preuve par le poids des multinationales et des banques, tellement écrasant aujourd'hui.

des rapports de force sont à construire.

Des mouvements sociaux de grande ampleur en sont une dimension incontournable.

Mais les alternatives concrètes en sont une autre : elles peuvent ouvrir de nouveaux espaces de créativité sociale dont la société a besoin face à la démission du politique.

Construire des alternatives est un acte politique dont il ne faut pas sous-estimer le potentiel de radicalité, voire la portée révolutionnaire. En effet :

C’est une manière de se réapproprier notre vie, individuellement et collectivement, de reprendre la main sur les questions de consommation, d’alimentation, de production, de travail, mais aussi d’échanges, de propriété ou de valeur… Tout sujet dont on nous invite régulièrement à ne pas nous occuper sous prétexte que d’autres savent tellement mieux le faire à notre place...

Ainsi, « que produire et comment produire ? » est une question clé que se posent aussi bien les praticiens du commerce équitable ou les paysans qui produisent pour une Amap que beaucoup de salariés.

Ainsi la lutte n'est pas que dans la rue, elle est aussi au quotidien. Si la victoire des Fralib illustre qu'il est possible par une mobilisation syndicale, appuyée par des mouvements citoyens comme Attac, d'imposer à une grande multinationale comme Unilever de soutenir financièrement la création d'une coopérative de tisanes bio, il reste que les ouvriers de Fralib entrent désormais dans un véritable champ de mines : faire tenir debout une coopérative ouvrière de production.

C'est aussi une manière de réinvestir la chose publique, en imaginant d'autres solutions pour les biens communs, d'autres méthodes d'organisation. Tous ces sujets dont on nous invite régulièrement à ne pas nous occuper sous prétexte que d'autres savent tellement mieux le faire à notre place...

Nos comportements de consommateurs nous donnent du pouvoir (« Acheter c'est voter » !), ils nous permettent de peser sur les décisions, par des choix de consommation, d'action collective et de bien vivre ensemble (aussi bien à l'échelon local qu'à l'échelle planétaire) [Tout est politique contrairement à ce que veut nous faire croire le TINA]

C'est une manière d'arrêter d'alimenter au quotidien l'économie capitaliste et de s'en libérer, même partiellement.

Il s'agit ainsi d'une facette non négligeable de cette reprise du pouvoir par les citoyen.ne.s pour laquelle Attac milite depuis sa création.

La démocratie au poste de commande

Les alternatives apparaissent dès lors non plus comme de sympathiques expériences qu'il faudrait développer en renforçant le tiers secteur et une économie plurielle, mais comme la préfiguration de modes de fonctionnement appelés à pénétrer l'ensemble des institutions économiques et politiques.

L'économie toute entière a vocation à devenir solidaire, démocratique et écologique. Dans cette conception, la délibération démocratique prend le pas sur les forces du marché et le pouvoir de l'État.

Pour autant il n'est nullement question d'opposer les services publics et l'État social à l'autonomie citoyenne, mais au contraire d'enrichir mutuellement les deux approches pour aller vers la construction de biens communs

Il n'est pas question d'opposer EDF, service public et monopole d'état, et Énercoop, coopérative alternative de distribution d'électricité renouvelable, mais de voir comment Énercoop et les mouvements sociaux peuvent pousser EDF à abandonner le nucléaire et les énergies fossiles, à développer des projets décentralisés d'énergies renouvelables, et comment il est possible, sous la pression citoyenne, de faire naître un véritable bien commun, un véritable service public démocratique de l'électricité.

De même, à travers la formulation retenue par Attac de socialisation des banques comme alternative au modèle bancaire actuel, il s'agit d'articuler la nationalisation (un pôle public bancaire sous contrôle citoyen) et la finance alternative (banques coopératives et éthiques).

Attac, outil au service des synergies entre luttes et alternatives

Articuler résistances et alternatives suppose que se rencontrent les praticiens des deux côtés, que les uns et les autres se « reconnaissent », qu'ils travaillent ensemble à devenir des partenaires de pensée et d'action au bénéfice d'un projet de société vivable et équitable, qu'ils en fassent un axe

de leurs stratégies respectives.

Et c'est ici, qu'Attac en tant qu'association altermondialiste, forte de sa longue pratique des collectifs, de sa capacité à faciliter le dialogue, peut jouer un rôle facilitateur pour la rencontre de ces deux démarches, comme entre mouvements écologistes et mouvements sociaux et syndicaux.

C'est ce que, modestement, nous avons commencé à faire lorsque nous avons décidé, lors du Festival de la Transition de Cluny, en mai 2013, d'être au côté des treize autres mouvements citoyens qui ont décidé de coopérer et coordonner leurs actions pour plus d'efficacité [Des entreprises militantes (La Nef, Enercoop, Biocoop), Des mouvements militants acteurs économiques (Terre de lien, Energie partagée, Réseau Cocagne, Mouvement des AMAP), et Des associations/mouvements de plaidoyer et de sensibilisation à l'action individuelle et collective (Les Amis de la terre, Attac, Bioconsom'acteur, Villes et Territoires en transition, Colibris, le plan ESSE) ; rejoints depuis pas Alternatiba et Artisans du Monde].

Selon le collectif, la transition est un mouvement global pour inventer un monde économiquement viable, socialement responsable et écologiquement soutenable : une transition non-violente vers des sociétés du bien-vivre, par l'éducation, la culture, les échanges fraternels et la recherche de l'intérêt général.

L'ambition du Collectif pour une Transition Citoyenne est de contribuer à la construction de la société de demain, en permettant à un maximum de citoyens et de structures de s'engager dans une transition écologique, sociale et humaine.

Il se propose d'être une « caisse de résonance » pour les myriades d'initiatives citoyennes existantes et à venir :

- en développant les coopérations entre ses membres (tout en restant ouvert aux autres réseaux citoyens), et en créant des synergies sur les territoires,

- en communiquant sur une vision partagée de la société de demain, avec des actions et des outils permettant aux citoyens de se former, de s'informer et de passer à l'action de manière individuelle ou collective,

- en renforçant l'influence des pratiques de transition citoyenne auprès des sphères politiques, économique et de la société civile.

Conclusion

Ainsi, au delà de la classique interpellation des décideurs politiques, Attac articule aujourd'hui deux registres stratégiques complémentaires : la résistance-désobéissance et la promotion d'alternatives concrètes.

Traquer les banques prédatrices, comme la BNP, la mieux implantée dans les paradis fiscaux, ou la Société Générale, experte en financement de projets « climaticides » (cf. la campagne « Requins » menée par les comités locaux d'Attac), ou se mobiliser avec le collectif Stop TAFTA pour faire dérailler les négociations du « Grand Marché transatlantique » pilotées par les multinationales

mais aussi soutenir/valoriser les pratiques agricoles, commerciales, bancaires et monétaires alternatives (dans leur dimension subversive).

<u>Un autre monde ne sera possible que si se fécondent mutuellement la résistance contre les oligarchies et les utopies concrètes !</u>

Extrait de la Déclaration Commune du collectif

« Face à une crise systémique (écologique, économique, sociale,…) chaque jour plus profonde, un mouvement est en marche qui, partout, réinvente nos façons de produire, d'échanger, d'habiter, de nous nourrir, de nous déplacer, d'éduquer nos enfants..., des centaines de milliers de personnes construisent des alternatives au modèle actuel.
Nous, organisations qui oeuvrons, chacune dans notre domaine, à cette transition écologique sociale et humaine, croyons qu'il est temps d'amplifier ce mouvement et de lui donner la puissance nécessaire à un profond changement de société. Nous invitons aujourd'hui toutes celles et tous ceux qui souhaitent participer à ce grand projet d'une transformation non violente de notre société, à nous rejoindre.
Prenons notre avenir en main, maintenant. Ces initiatives pionnières ont fait leurs preuves. Si nous le voulons, elles pourront construire en quelques décennies, une société radicalement nouvelle, partout sur la planète. » [1]

[1]